

Apparemment, ce qui nuit aux députés québécois dans ce débat—et, soit dit en toute amitié, peut-être pas seulement dans ce débat—c'est l'accusation maintes fois réitérée selon laquelle les députés québécois auraient bradé leur province. A l'heure du déjeuner, certains de nos vis-à-vis m'ont abordé pour me demander la raison d'être de cette accusation. «Après tout», m'ont-ils dit, «il s'agit d'un débat et nous nous appliquons seulement à dégager des idées politiques». Quoi qu'il en soit, être accusé d'avoir bradé sa province prend, pour tout député québécois, une connotation qui échappe à ceux qui ne sont pas originaires de cette province.

Car nous-mêmes députés du Québec, les francophones qui siègent à la Chambre des communes en particulier, avons été accusés pendant tant d'années de l'avoir fait par les partisans du mouvement séparatiste du Québec. Cette accusation, les hommes politiques canadiens-français qui, en dépit des brimades des séparatistes, ont choisi de se porter candidats aux élections fédérales, que ce soit au sein du NPD, en si grand nombre au sein du Crédit social, du parti conservateur ou du parti libéral, ne l'ont pas digérée. Une chose que nous avons en commun, c'est que nous avons tous opté pour le fédéralisme au lieu du séparatisme, et que nous ne pensions pas avoir trahi notre province en siégeant à la Chambre des communes et en endossant le système fédéral, bien que nous ayons dû supporter ce genre d'injures et de dénigrement de la part des séparatistes québécois.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mackasey:** Aussi l'allégation selon laquelle nous avons trahi notre province à cette époque était reliée à quelque chose d'entièrement différent, mais pas si différent. Pour parler franchement et carrément, elle avait trait au fait que de nombreux députés francophones à la Chambre avaient opté pour le fédéralisme malgré le fait que les conditions de travail en 1962 et en 1963 étaient entièrement différentes. C'était à l'époque où des présidents de sociétés de la Couronne ont pu avoir dit qu'il n'y avait pas de place dans leur bureau de direction pour un Canadien français, laissant par là entendre qu'un francophone ne possédait pas l'intelligence ou les connaissances nécessaires.

Nous pensions différemment et ils pensaient différemment, et il était difficile pour eux, en dépit de ces insultes involontaires, de demeurer fidèles aux principes fédéraux à un moment où au Québec la vague était diamétralement opposée. Ainsi, non seulement les libéraux mais également les députés conservateurs et créditistes francophones ont le droit d'être assez fiers d'eux-mêmes. Lorsque, la semaine dernière, le premier ministre du Québec, M. Bourassa, déclarait qu'à toutes fins pratiques le mouvement séparatiste est sur le déclin et que les Canadiens français ont opté pour le fédéralisme, j'ajouterais que les députés québécois à la Chambre y sont pour beaucoup. Et quand, dans un autre contexte, on les accuse d'avoir vendu leur province en échange de la politique énergétique, ils en sont quelque peu irrités.

### Approvisionnements d'énergie—Loi

● (1640)

En réalité qu'ont-ils fait? Une fois encore ils sont retournés chez eux pour dire à leurs concitoyens: «Nous devons accepter cette politique énergétique dans l'intérêt de l'unité nationale et du fédéralisme même si cela implique que, cet hiver, nous paierons plus cher notre fuel que le reste du Canada, et surtout à l'ouest de la vallée de l'Outaouais. Mais, une fois de plus, nous sommes prêts à accepter ce compromis car nous sommes d'abord des Canadiens et ensuite des Québécois.»

Il est évidemment difficile pour un député de retourner dans sa circonscription du Québec ou des Maritimes et d'y déclarer que la population y a eu la vie belle pendant des années. En outre, nous ne devons rien retirer au député de Prince-Albert dont la politique pétrolière a permis l'exploitation des réserves de pétrole de l'Ouest. Sans le marché captif créé par cette politique qui a permis à du pétrole bon marché de pénétrer dans les provinces de l'Est en se répercutant dans les provinces de l'Ouest, l'industrie pétrolière de ces dernières n'aurait pu se développer. Nous le comprenons. Nous comprenons également pourquoi, en 1969, les conservateurs ont recommandé le prolongement du pipe-line jusqu'à Montréal sur la recommandation de M. Nichol, ancien député ici. Cette recommandation n'était pas fondée sur l'éventualité d'une crise énergétique. Elle découlait d'un désir d'accroître le marché du pétrole de l'Alberta à la suite des contingentements imposés par les États-Unis sur ses importations de pétrole de cette province. C'est logique et compréhensible. Autrement dit, le moment était venu de le construire. L'industrie du pétrole en Alberta avait grandi au point où elle pouvait, à des prix concurrentiels, subvenir à tous les besoins en combustibles de l'ensemble du Canada et non seulement une partie de celui-ci.

Autrement dit, la protection que lui offrait la ligne Borden n'était plus requise, et les gens se demandaient pourquoi le pétrole de l'Alberta ne devrait pas circuler sur un plus grand marché. Je suis d'accord avec cette idée. C'est pourquoi à cette époque certains avaient réclamé le prolongement du pipe-line. Ce n'était pas parce qu'on craignait que le Québec et les provinces atlantiques manquent de pétrole, mais pour offrir un plus grand marché à ce produit de l'Alberta dont on restreignait l'accès aux États-Unis par les contingentements quant au nombre de barils que ce pays accepterait.

Plus tôt aujourd'hui, le député de Cambridge-Waterloo (M. Saltsman) a parlé avec grande éloquence et beaucoup de sentiment, comme il est si capable de le faire, puisqu'il est un de nos meilleurs députés. Je pourrais dire que mon discours de l'autre soir s'inspirait d'une discussion que j'avais eue avec un Canadien depuis peu, qui était arrivé ici à titre d'immigrant reçu il y a six ou sept ans et qui a depuis acquis sa citoyenneté. Il est devenu un homme d'affaires très prospère et il aime notre pays plus que la plupart d'entre nous. Il m'a dit que son commerce l'obligeait à parcourir le Canada. Il m'a parlé de la magnifique côte de la Colombie-Britannique, qui ressemble à celle de la Norvège. Il m'a dit ce qu'il avait ressenti en survolant pour la première fois les Rocheuses et de la magnifique vue qu'offrait cette belle chaîne de montagnes. Il m'a rappelé le blé dans les Prairies tout juste avant la moisson. Il m'a parlé de la force et de la grandeur industrielle de l'Ontario et de l'indépendance étrangère des gens des provinces atlantiques.